

Un pari sur l'humain

L'humanité est-elle en voie de disparition? de Jean-Claude Guillebaud. Fides, « Les grandes conférences », 39 p.

Dominique Garand

Numéro 205, novembre–décembre 2005

La disparition

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18203ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garand, D. (2005). Un pari sur l'humain / *L'humanité est-elle en voie de disparition?* de Jean-Claude Guillebaud. Fides, « Les grandes conférences », 39 p. *Spirale*, (205), 44–45.

UN PARI SUR L'HUMAIN

L'HUMANITÉ EST-ELLE EN VOIE DE DISPARITION? de Jean-Claude Guillebaud
Fides, « Les grandes conférences », 39 p.

ON S'INTERROGE beaucoup depuis quelque temps sur l'absence de l'intellectuel dans l'espace public, là où devrait se discuter l'état du monde. L'intellectuel, se plaint-on, ne se commet pas beaucoup, se tient caché, reste coi, peut-être parce qu'on ne lui donne pas vraiment la chance de s'exprimer : seraient prioritairement conviés dans les médias les experts capables de broser le portrait des situations le plus objectivement possible, autorisés par le recours à des recherches de pointe. Ferait défaut l'intellectuel, c'est-à-dire un penseur qui pose sur le monde un regard critique et informé, un penseur capable aussi d'effectuer des synthèses entre les différents savoir parcellarisés, un penseur enfin qui engage non seulement sa compétence analytique mais aussi sa parole sur la base de valeurs (morales, civiques, spirituelles) essentielles à la vie commune. Mais ce constat est-il exact? Il reflète peut-être une tendance mais la présence d'un Jean-Claude Guillebaud sur nos tribunes démontre bien qu'on aurait tort de généraliser : il est donc possible d'être communicatif tout en se montrant érudit, articulé, exigeant sur le plan de la pensée réflexive. On peut aussi pratiquer la lucidité sans tomber dans le catastrophisme et opter pour l'espérance sans se fermer les yeux sur les réalités les plus inquiétantes.

Pour embrasser l'ampleur des recherches et de la réflexion de Guillebaud, il faut certes aller au-delà de ce bref essai qui fut à l'origine une conférence donnée à Québec. Il vaut la peine de lire ces ouvrages d'envergure que sont *La refondation du monde*, *Le goût de l'avenir* et *Le principe d'humanité*. La conférence, prononcée quelques semaines après la tragédie du 11 septembre 2001, condense précisément le propos de ce dernier livre, paru lui aussi en 2001. On lira donc l'opuscule comme une synthèse des pistes de réflexion ouvertes par la question du devenir de l'humanité.

Lorsque Guillebaud pose la question : « L'humanité est-elle en voie de disparition? », il est bien certain qu'il n'évoque pas la possibilité d'une catastrophe planétaire qui rayerait l'humanité de la terre. Ce qu'il interroge, c'est le destin du concept d'humanité tel qu'il s'énonce, entre autres, dans les Droits de l'Homme : comment revendiquer de tels Droits si l'on est désormais impuissant à dire ce qu'est un être humain et quelle est sa place dans l'uni-

vers? Comment surmonter la difficulté d'une définition *universelle* de l'être humain qui dépasserait le cadre de la métaphysique occidentale qui lui a donné le jour et saurait rallier les cultures ou les modes de pensée les plus diversifiés? Aux yeux de Guillebaud, la situation actuelle a l'ampleur de mutations historiques qui ont vu l'écroulement d'ordres anciens et la mise en place de paradigmes nouveaux : la chute de l'Empire romain, la Renaissance, la révolution industrielle, etc. La crise actuelle n'est pas locale car ce qui s'impose à nous n'est rien de moins que la conjonction entre trois grandes révolutions : la révolution économique mondiale, la révolution informatique et la révolution génétique. La première remet en question, à travers le processus économique, l'ordre du politique, l'existence des États-nations, voire les conditions de possibilité des pratiques démocratiques. La deuxième instaure un sixième continent (le virtuel) qui lui aussi menace l'exercice politique, de même qu'il transforme notre rapport à l'espace, au corps, à l'autre, à la communauté. Le troisième, enfin, remet en question, à travers le bouleversement de la filiation et de la génération, l'ordre symbolique au fondement même du principe d'humanité.

Qu'est-ce donc qu'un être humain ?

Guillebaud réfère pour sa démonstration au code de Nuremberg, en spécifiant qu'on y trouve la dernière tentative de définition fondamentale de l'essence de l'homme. Le code fait valoir cinq frontières permettant de délimiter le territoire de l'homme, sa spécificité. La première frontière est celle qui distingue l'homme de l'animal. Or, la science du comportement animal, l'éthologie, a permis de nous délivrer d'un certain nombre de préjugés : les animaux ont leur langage et certaines espèces développent même des idiosyncrasies culturelles, résultat de leur capacité d'adaptation à différents écosystèmes. Alors, se demande Guillebaud, doit-on emboîter le pas aux propositions d'un Peter Singer qui propose d'étendre les Droits de l'homme aux chimpanzés, prétextant entre autres qu'il y a moins de différence entre un homme normal et un grand singe qu'entre le même homme et un handicapé mental?....

La deuxième frontière est celle qui existerait

entre l'homme et la machine. Il ne manque pas de savants ou de cognitivistes pour assimiler le cerveau humain à un ordinateur, persuadés par ailleurs que les derniers réussiraient à supplanter les premiers (jusqu'à écrire des poèmes ou composer de la musique). Guillebaud n'en fait pas mention, mais on observera qu'une série comme *Star Wars* nous montre qu'on peut développer presque autant de sympathie pour les « drones » (R2-D2 et autres C3PO) que pour les humains, au point que débrancher un robot devient dès lors aussi triste que tuer un homme...

La troisième frontière est celle qui postule que l'homme n'est pas une chose mais un sujet. Si le code de Nuremberg insiste là-dessus, c'est que le scandale de la Shoah a ébranlé cette conviction. On avait déjà vu des êtres civilisés se demander si les Amérindiens ou les esclaves africains avaient une âme, mais jamais une telle négation de leur qualité d'être humain n'avait été exercée sur les membres d'un groupe social. Qu'en est-il aujourd'hui? Le phénomène est plus pernicieux et prend appui sur la conjonction d'intérêts scientifiques et commerciaux. Guillebaud évoque à ce sujet le débat sur la « brevetabilité » de l'être vivant, du génome humain. L'essayiste se montre scandalisé qu'un vrai débat politique ne soit pas tenu sur cette question et que l'Union européenne ait en partie cédé aux lobbies des biotechnologies.

La quatrième frontière me paraît associée à la précédente : elle stipule que l'être humain ne se limite pas à ses organes, n'est pas que la somme, en quelque sorte, de ses parties. Guillebaud n'élabore pas tellement sur cette dimension — peut-être la plus déterminante de toutes — de l'activité symbolique, mais il rappelle à juste titre les cris d'alarme lancés par certains, dont le psychanalyste Pierre Legendre, déplorant qu'ils ne soient pas ressaisis par le politique (ce qui corroborerait le sentiment que les intellectuels, même s'ils réussissent à publier, ne sont pas vraiment écoutés là où ils devraient l'être).

La dernière frontière concerne l'humain comme être de raison et protagoniste de son devenir (je traduis ici la pensée de Guillebaud qui manque un peu de précision dans ce passage, mais en m'inspirant des propos qu'il a tenus sur les ondes de Radio-Canada — on trouvera deux entrevues sur le site d'*Indicatif Présent*). Les



Guardia, resguardame, Emmanuelle Léonard, image tirées de l'installation vidéo, noir et blanc, 2005.

philosophes des Lumières croyaient à l'avènement d'une humanité guidée par les principes de la raison. De la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui on s'employa plutôt à démontrer l'absence de liberté du sujet humain, sa sujétion aux gènes, à l'inconscient, au « social » (en tant que force impersonnelle). Aujourd'hui, ce sont les processus économiques qui dominent les sujets individuels et, pire encore, les communautés politiques. Rien d'étonnant alors à ce que certains penseurs (et des plus sérieux) soient conduits à nier toute possibilité donnée à l'être humain d'agir sur son devenir. Cette renonciation entraîne une liquidation d'un des fondements de notre civilisation, soit la croyance en un temps linéaire, en un devenir de l'humanité tendue vers son accomplissement. Paradoxalement, dirons-nous, cette nouvelle négation du sujet — qui nous replongerait dans le temps cyclique et le fatalisme des civilisations préjudiciaires — est aussi l'un des ultimes avatars d'une pensée du progrès réifiée dans le scientisme moderne, comme si l'accomplissement de l'humain coïncidait avec son abolition au profit d'un « processus sans sujet ». Aussi ne faut-il pas oublier, si

nous persistons à préserver le principe d'humanité, que ces processus sont l'œuvre de l'homme et ont trouvé leur impulsion initiale et leur justification dans la raison. Seule cette reconnaissance nous permettra de redonner au sujet son rôle de protagoniste dans cette histoire.

Refondation politique de la raison

De quelle manière Guillebaud envisage-t-il d'ailleurs notre pouvoir d'intervention? Il dit d'abord rejeter deux attitudes : la nostalgie qui préconise le retour à un état antérieur du monde; le catastrophisme qui génère un sentiment d'impuissance. « Il nous faut sortir au plus vite de cette espèce d'effet de sidération idéologique dans lequel nous sommes et qui me navre parce que, en réponse à la vertigineuse futilité du politique, de la politique politicienne, je ne vois pas pour l'instant naître une pensée critique cohérente qui soit capable de ramener la politique aux questions essentielles. » Pas de solution miracle, donc, et pas non plus de nouvelle utopie ou d'idéologie salvatrice. Pour contrer la « sidéra-

tion », Guillebaud s'en remet plutôt à une raison critique mais « modeste », libérée de ses dogmatismes. Conscient du désastre provoqué au XX^e siècle par les grandes idéologies, conscient de la domination libérale qui nous soumet aux lois du marché, conscient enfin de cette « ivresse de l'immédiateté » qui discrédite toute pensée de l'avenir, il n'en appelle pas moins à une « réhabilitation du volontarisme » et à une « refondation de la politique ». Il faut plus que jamais que la pensée critique et réflexive trouve sa place sur la scène politique. Tel est le défi qui s'impose aux intellectuels et qui nécessite — Guillebaud ne le cache pas — un « acte de foi », premièrement en la valeur de ce principe d'humanité que l'on entend sauver du déluge : « Pour reprendre une belle formulation venue de la sagesse juive, en renonçant au volontarisme et au progrès, nous accepterions du même coup d'abandonner le monde aux "méchants" » — les « méchants » étant ici l'équivalent des forces qui rendent la réalité invivable à l'être humain.

Ce n'est donc pas un hasard si dans *Le goût de l'avenir*, ouvrage qui poursuit la réflexion amorcée dans cette conférence, Guillebaud remet à l'ordre du jour la réflexion sur le mal que la raison triomphante croyait avoir rendue obsolète. Non seulement le 11 septembre 2001, mais aussi les divers massacres survenus au Liban, au Kosovo, au Rwanda, montrent bien qu'un impensé subsiste au sujet de l'être humain, de sa faculté d'engendrer l'horreur, le non-sens, le désespoir. La tâche est d'autant plus urgente que certains chefs politiques influents ne se privent pas de renouer avec l'idée du mal de la manière la plus manichéenne qui soit. Ce manichéisme participe de ce que Guillebaud, dans sa conférence, nomme « l'arrogance occidentale », arrogance qu'il écarte en même temps que son opposé, le « relativisme intégral », ces deux attitudes s'avérant des cul-de-sac conceptuels quand vient le temps de définir des droits de l'homme qui auraient une portée universelle. C'est d'ailleurs sur une interrogation de cette notion d'universalité que se clôt la conférence : « existe-t-il un principe d'humanité, quelques valeurs d'essence supérieure, capables de transcender les différences de races, de culture ou d'expérience historique pour définir notre commune humanité? » Guillebaud est persuadé que oui. Tel est du moins le désir que sa conférence vise à transmettre, désir qui ne me semble pas dénué de raison.

Dominique Garand